

L'ÉCOLE, DIEU ET L'ÉTAT...

Sous le titre «*La laïcité aujourd'hui*», la revue «*Ecole et Socialisme*» («*une revue d'éducateurs et de militants qui réfléchissent sur l'objet de leur action*» (1)) a publié un article signé Louis Legrand qui incite effectivement à la réflexion.

Ce n'est pas que les idées qui y sont exprimées soient nouvelles; le mérite de Legrand est de les avoir regroupés de manière cohérente, dépouillées de l'hypocrisie dont on les revêt habituellement, du moins quand on les expose sous ce titre dans une revue se réclamant du socialisme.

Il est juste de préciser qu'en ouvrant le débat sous forme d'une tribune, la revue «*Ecole et Socialisme*» se défend d'engager son orientation au travers des articles publiés.

Il est juste de dire aussi qu'à l'heure où nous écrivons le débat n'est pas forcément clos, et que les responsables de la revue qui ont déjà obtenu la participation de Rocard, Joxe, Chevènement et Mauroy. solliciteront peut-être celle d'autres militants qui réfléchissent sur l'objet de leur action.

Néanmoins, puisqu'aucune des personnalités qui lui ont succédé dans cette tribune ne l'a fait, nous estimons que le moment est venu de dénoncer les thèses exprimées par Louis Legrand dont l'intention était, en tant que membre de l'équipe de rédaction, de lancer le débat dans le numéro d'octobre 1978: huit mois se sont écoulés depuis lors, et demain se tient le congrès du S.N.I.-P.E.G.C., l'organisation de masse qui a historiquement assumé un rôle principal dans la défense de l'Ecole laïque.

LA LIGNE BLEUE DES VOSGES

D'entrée de jeu M. Legrand justifie l'objet de son article par une brillante démonstration de sa méthode particulière d'analyse:

«Dans l'enseignement, la F.E.N. et le S.N.I. s'opposent souvent de façon vive et passionnelle alors que les militants de ces deux syndicats sont appelés à vivre au sein du même parti. Il y a là une situation paradoxale qui demande des éclaircissements et qui témoigne à coup sûr d'une confusion croissante dans le concept de laïcité».

Ceci afin d'éviter aux esprits comme les nôtres, formés à l'école laïque, d'interpréter bêtement cette situation paradoxale comme une confusion croissante dans le concept de Parti socialiste (puisque c'est de lui qu'il s'agit) qui, par la voix du maire socialiste Hervé, vient de saluer le congrès de l'U.N.A.P.E.L. dans la bonne ville de Rennes au côté du cardinal Gouyon.

La poursuite de notre édification passe par une définition de la laïcité originelle que M. Legrand appelle modestement «*quelques précisions versées au dossier, en espérant qu'elles permettront de faire avancer la réflexion*».

(1) Equipe de rédaction d'*Ecole et Socialisme*: Jean Battut, Jacques Faure, Paul Feilleux, Anne-Marie Franchi, Emile Gracia, Jacques Guyard, Isabelle Jan, Louis Legrand. Comité d'orientation/rédaction: Jacques Attali, Claude Barberousse, Michel Bouchareissas, Jean-Michel Boucheron, Robert Cheramy, Paul Chaslin, Bernard Derosier, Lucien Derry, Louis Desbordes, Pierre Desvalois, Brigitte Fillon, Jacques Fournier, Roger Impens, Daniel Mitrani, Edmond Mouillet, Daniel Percheron, Roger Quillot, Jean-Michel Rouhier, Michel Sainte-Marie, Yannick Simbron, Raymond Vaillant. Directeur de la publication: René Teulade.

A vrai dire l'auteur ne nous apprend pas grand'chose quand il écrit: «*La ligne bleue des Vosges rappelle la province perdue qu'il faudra reconquérir*», ou quand il mentionne l'exaltation de la république une et indivisible. Pour faire bonne mesure nous ajouterons même (ce que Legrand ne fait pas) l'exaltation de l'Etat comme juste arbitre entre les classes, car nous n'avons jamais eu la naïveté de croire que l'Ecole laïque était totalement gratuite et que la bourgeoisie ne tentait pas de récupérer sur le plan de l'Education ce qu'elle était contrainte de céder sur celui de l'instruction.

Mais la critique de Legrand est d'une autre nature. Lorsqu'il ajoute: «*La géographie exalte la patrie par la connaissance approfondie du territoire national*», on aurait tort de croire qu'il s'agit d'une simple outrance. Ce ne sont pas les intrusions de la morale nationale que reproche Legrand à l'Ecole Laïque - on le verra plus loin - c'est le fait même de transmettre les connaissances. Ce n'est pas l'Education-idéologie qui le gêne mais l'éducation de l'intelligence. Il montre le bout de l'oreille quand il s'en prend à «*la foi au progrès humain... la foi en la science dispensatrice des lumières et instrument de ce progrès... L'école laïque est l'école de l'enseignement scientifique par les leçons de choses. Le positivisme est passé par là*».

Pardi! On connaît les insuffisances du positivisme et les penchants mystiques d'Auguste Comte pour une sorte de religion de l'humanité, que ne partagèrent d'ailleurs pas tous ses disciples. Pas plus que l'anticléricalisme voltairien n'est assimilable au socialisme, le positivisme n'est assimilable au matérialisme. Mais rien ne serait plus absurde que de les isoler de leur contexte et du processus historique dans lequel ils s'inscrivent. En rejetant la recherche de l'Absolu au rang des chimères infantiles, en voulant dégager la philosophie contemporaine de ce qu'il appelait l'époque théologique et l'époque métaphysique, A. Comte a fait franchir à la pensée humaine une étape importante; c'est pourquoi il s'est attiré les sarcasmes et la haine qu'on retrouve aujourd'hui sous la plume de Legrand et de bien d'autres.

En réalité l'objectif de Legrand, qui ne voit dans le principe de laïcité que scientisme utopique et nationalisme revanchard, est très clair: il s'agit d'établir que la laïcité n'est qu'une idéologie parmi d'autres. Il ignore comme beaucoup feignent de l'ignorer que les communards de 1871 instituèrent les premières écoles laïques; il ignore que le droit à l'instruction, dégagée du carcan clérical, fut depuis un siècle une revendication de la classe ouvrière qui ne nourrissait aucun doute sur la fonction conservatrice et obscurantiste de l'Eglise.

La conclusion de ce premier chapitre de Legrand mérite d'être citée entièrement, elle se dispense de commentaire: «*C'est une transformation idéologique profonde dont l'école doit être le véhicule dans la nation française. La langue nationale normée est l'instrument de cette transformation. L'église ne s'y trompe pas qui, partout, continue à maintenir la langue du peuple, c'est-à-dire les patois parlés dans toute la campagne d'une France essentiellement rurale. Bien mieux, cette transformation idéologique est impulsée par l'Etat. C'est finalement dans les pays de l'Est qu'il est possible de trouver actuellement une situation semblable, inspirée, certes, par une autre idéologie, mais utilisant les mêmes moyens (la République démocratique allemande offre sur ce point un exemple particulièrement frappant)*».

LA LAÏCITE, UNE IDEOLOGIE VIEILLOTTE?...

C'est bien entendu en français et non en patois que l'auteur poursuit sa démonstration, ce qui lui semble sans doute plus efficace.

A partir du postulat selon lequel la laïcité n'est qu'une idéologie tyranniquement imposée par la bourgeoisie de la troisième république, Louis Legrand évolue allègrement dans le domaine qu'il vient de fabriquer.

Bien dérisoire et anachronique apparaît «*cette morale commune*» chère à Jules Ferry pour répondre aux angoisses métaphysiques qui, selon Legrand, tenaillent de nos jours l'humanité. Là encore laissons parler Legrand: «*La science n'est plus jugée capable d'apporter un jour une solution définitive à nos problèmes fondamentaux: la douleur recula mais pas le vieillissement, ni la mort. Une connaissance vulgarisée du fonctionnement de l'univers a, en quelque sorte, démocratisée l'angoisse métaphysique.*

Tous peuvent aujourd'hui souscrire à la constatation de Pascal: "Le vide de ces espaces infinis m'effraie". Dans ces conditions, la foi n'apparaît plus comme un irrationnel dépassé. Elle est redevenue un possible recours à cette angoisse généralisée et ceux qui ne la partagent pas, à de rares exceptions près, n'ont plus le mépris souverain que l'athée a pu avoir au dix-neuvième siècle pour les religions. Si les religions établies ne satisfont pas les jeunes par le paternalisme qu'ils y décèlent, la quête religieuse est au contraire très générale. Les religions établies, elles mêmes, se transforment. La quête remplace souvent la certitude. Par ailleurs, la religion n'est plus fondamentalement le soutien idéologique du pouvoir établi. Elle est même souvent le levain d'une contestation politique, le pouvoir faisant volontiers fi des valeurs et substituant la religion du profit et de la consommation à celle de la charité et de la résignation».

Nous ne prendrons pas la peine de contester à Legrand ses informations sur l'alarmant triomphe du mysticisme, mais nous ne doutons pas que cet esprit ouvert ait corrigé sa conclusion à la lumière de l'actualité depuis que le Saint-Père, ancien archevêque de Cracovie, déclara le 12 janvier aux membres du corps diplomatique: *«L'Etat, comme expression de l'autodétermination souveraine des peuples et nations, constitue une réalisation normale de l'ordre social. C'est en cela que consiste son autorité morale»*, et qu'il précisait à Puebla, le 28 janvier: *«Le Christ n'est pas fauteur de subversion»*.

Quant à la religion de la consommation inculquée par le pouvoir, il semble bien qu'elle devienne, hélas, aussi désuète que la morale de J. Ferry si l'on en juge par la déclaration de R. Barre le 12 juin à l'Assemblée Nationale: *«Les formules anciennes n'étaient que compilation des besoins, des aspirations et des illusions elles doivent faire place à "un effort durable de modération" ... notre première tâche est de faire connaître, systématiquement, ce constat à l'école afin que les Français comprennent la situation et en tirent les conséquences dans leur comportement»*.

Que Legrand soit donc rassuré: ses objectifs ne devraient pas être sérieusement contrariés par le pouvoir.

REINTRODUIRE DIEU ET L'ETAT

Dans le droit fil de la doctrine catholique qui, après 150 ans de chouanerie, effectua son *«ralliement»* à la république, Legrand remarque benoîtement que la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'implique pas forcément la séparation de l'Eglise et de l'Ecole: *«Il est d'ailleurs intéressant de constater que la laïcité de l'Etat n'a pas entraîné, en d'autre pays, la laïcité de l'enseignement. La France, de ce point de vue, présente une originalité en Europe où le plupart des systèmes d'enseignement demeurent attachés à une conception religieuse de l'éducation»*.

A ce point de son développement il constate, et pour une fois nous serons d'accord avec lui, que ni les enseignants ni les élèves ne sont finalement très imprégnés du contenu idéologique élaboré par J. Ferry, ajoutant (de quoi décevoir les enseignants du P.C.F.): *«Il en est de même du patriotisme considéré par la jeunesse comme une croyance d'un autre âge»*.

Nous y verrions plutôt motif à nous réjouir. Ce n'est pas le cas de Legrand qui déplore aussitôt: *«La laïcité de l'enseignement s'est actuellement vidée de tout contenu. ELLE EST DEVENUE NEUTRALITE. n'acceptant au fond comme contenu d'enseignement que ce qui ne relève d'aucune valeur d'instruction pure de connaissance et de savoir-faire... L'enseignement strictement intellectuel ne répond plus aux besoins profonds de la jeunesse»*, pour conclure: *«Le vide idéologique aboutit en fait à la stérilisation de l'institution»*.

C'est déjà ce que pensait le ministre de Pétain quand il transformait le titre du ministère de l'Instruction publique en celui de l'Education nationale; c'est aussi ce que regrette le Dr Lagarde qui écrivait le 6-7-78: *«Nous avons toujours exprimé l'insuffisance éducative de ce Ministère, qui est encore celui de l'instruction publique et nous nous attachons, à travers la réforme entreprise, à développer l'aspect éducatif de l'école...»*.

Et voilà que notre J. Ferry moderne s'efforce de combler ce *«vide idéologique»* par des *«valeurs»* dont l'originalité n'est pas évidente: *«La possibilité d'une laïcité positive, moteur d'une éducation nationale,*

est donc liée à la possibilité d'une acceptation commune de valeurs et à l'affirmation commune de finalités... La nation française est une réalité vécue par la plupart de nos contemporains, même s'ils refusent explicitement l'idéologie nationaliste qui pourrait la soutendre, mais le chauvinisme sportif, l'anti-américanisme, voire le racisme latents, montrent assez, en creux en quelque sorte, que la réalité et la spécificité française sont profondément enracinées dans la mentalité du peuple français... L'école française aujourd'hui doit donc essayer de conjuguer ces impératifs apparemment inconciliables... dispenser un enseignement nourri de valeurs et s'appuyant sur une idéologie ou du moins, en permettant l'émergence».

L'ECOLE UNIQUE PLURALISTE

M. Legrand propose donc une solution pratique. Soucieux de «*préserver l'unité nationale dans sa diversité*», il s'affirme partisan d'un service public unique de l'Education: «*Mais cette école unique ne peut être l'école publique actuelle avec son vide éthique et idéologique... Si l'Etat ne doit pas diffuser une éthique et une idéologie partisane. Il ne doit pas non plus en empêcher l'exercice légitime et indispensable... A l'idée historique d'une école diffusant l'idéologie du parti républicain dominant, doit se substituer l'idée d'une école diffusant l'éthique et l'idéologie de ceux qui la nourrissent, c'est-à-dire de ceux qui lui envoient leurs enfants. La légitimité de l'enseignement ne peut plus être cherchée aujourd'hui valablement dans l'Etat, mais dans la communauté locale libre de déterminer contractuellement les contenus, les méthodes, l'orientation morale et l'idéologie de l'enseignement*».

Or, comme: «*...nous sommes bien obligés de constater la situation de pluralisme éthique où se trouve la France contemporaine*», Legrand propose que: «*...dans chaque ECOLE UNIQUE DE SECTEUR peuvent être définis contractuellement des méthodes et des enseignements affectant des sous secteurs de caractère optionnel pluralistes*». Et il explique les vertus pluralistes de ce système: «*De même les risques de dégénérescence et de sclérose de l'école publique actuelle sont éliminés, le jeu des options décidées localement et les décisions méthodologiques définissent des projets dans lesquels s'engagent les maîtres, les parents, et les élèves*».

Quant au problème débattu par *Ecole et Socialisme*, «*la laïcité aujourd'hui*», il se trouve parfaitement réglé dans le cadre de l'Ecole pluraliste: «*Une école catholique séparée n'a plus aucune raison d'exister, puisqu'elle est rendue possible en droit au sein de l'école unique publique*».

Et l'article s'achève sur cette conclusion indiquant le moteur capable d'impulser la construction de cet édifice: «*Mais je pense que seule l'autogestion pédagogique ainsi conçue est capable de mettre un terme positif à une querelle manifestement dépassée*».

Les idées ont davantage d'importance que les personnages et le matériel qui les véhiculent. C'est pourquoi cette thèse de l'Ecole pluraliste, que nous dénonçons depuis deux ans (2) et que reprend aujourd'hui L. Legrand dans *Ecole et Socialisme*, méritait qu'on s'y attarde.

L'article de L. Legrand montre mieux que nous n'aurions pu le faire les raisons de notre combat pour sauvegarder l'école laïque, l'école dont ont besoin les enfants des travailleurs pour s'instruire grâce aux enseignants, instituteurs et professeurs, à l'inverse de cette école des conseils (conseil d'école, conseil de secteur, conseil départemental d'éducation) débouchant sur l'Ecole pluraliste où les enseignants seraient remplacés par des Educateurs et idéologues divers.

N'en rien dire serait s'en faire complice: c'est bien l'impression qui se dégage des vagues dissertations qui ont succédé aux propositions précises de Legrand dans la tribune d'*Ecole et Socialisme* où Rocard écrit néanmoins: «*Mais un autre aspect est plus négatif, vision séculière, jacobine et positiviste, la laïcité a agi à l'école comme une terrible réduction des différences*», où Chevènement avoue: «*J'approuve L. Legrand quand il écrit: une école catholique n'a plus aucune raison d'exister puisqu'elle est rendue possible en droit au sein de l'école publique unique*», et où Mauroy invite à «*rechercher les voies du pluralisme au sein de la même école... notamment par une pratique scolaire qui, fondée sur l'exercice des responsabilités réelles, puisse établir un lien avec le mouvement associatif*».

(2) Les Conseils d'Ecole, *L'Anarcho-syndicaliste* - n°13 - février 1977.

Mais ce qui étonne le plus c'est le silence des autres membres du Comité de rédaction dont nous reproduisons ci-dessous la composition (*). On peut y reconnaître des personnalités assumant des responsabilités nationales à la F.E.N. et au S.N.I.

Peut-être attendent-elles d'utiliser la tribune du congrès de Chambéry où la direction du S.N.I., qui revendique depuis un an l'institution d'Equipes éducatives, a porté *LE CONSEIL DE SECTEUR* à l'ordre du jour?

Serge MAHE.

(*) Voir note n°1 en p.1.